

Des fossiles vivants ? L'enseignement des Etudes anciennes au IIIe millénaire.

Thierry Petit, Professeur titulaire à l'Université Laval

D'abord un peu d'histoire et de sociologie. A partir des années '70 de l'autre siècle, le latin, le grec et les études classiques en général ont été victimes d'un double mouvement sociologique, politiquement contradictoire, mais qui a eu sur eux des effets cumulés. D'une part, la vague de néo-libéralisme qui est apparue depuis les années 1980 a sévi et sévit encore dans le domaine des études secondaires (et elle atteint maintenant le monde universitaire). Les temps sont désormais à l'utilitaire et à la rentabilité. Leurs adeptes entendent faire des jeunes générations des outils productifs efficaces, dans une société où l'économie a pris le pas sur toute autre considération. Au nom de ce nouveau Moloch, les disciplines non directement rentables sont vouées à disparaître. D'autre part, à la suite des mouvements libertaires de mai '68 en France, de la révolution tranquille au Québec, la gauche intellectuelle puis l'ensemble de la société civile a voué aux gémonies les disciplines qui lui paraissaient relever de la pensée bourgeoise, au nom d'un combat contre une culture élitiste; et en particulier, au Québec, le latin et la culture classique, trop associés à une domination cléricale que l'on entendait rejeter. Dans la foulée, poussés par le courant « pédagogue », on a prôné une éducation qui renverrait directement au soi-disant « vécu » des enfants, à leur expérience quotidienne, en éliminant des matières désuètes, ou pire celles qui paraissaient des outils de sélection scolaire propres aux classes bourgeoise et/ou cléricale.

Mais de quel « vécu » parle-t-on ? Dans un article publié dans le journal *Le Monde* du 21 mars dernier, l'écrivaine et professeur de lettres Cécile Ladjali stigmatisait les démagogues qui proposent, pour se mettre au niveau des élèves, par exemple, d'«...étudier la versification à travers le rap ou le slam...». C'est oublier que « le professeur [doit] arracher les élèves à leur ghetto linguistique (...). Nous vivons dans un monde de reproduction des élites, et les démagogues le savent bien. Le monde est divisé : d'un côté, les riches de mots, de l'autre, les pauvres de mots. La misère n'est pas qu'économique.». Il faut précisément *élever l'élève*, c'est-à-dire l'exhausser au-dessus de son milieu où le déterminisme social l'a plongé. On m'exusera de me prendre en exemple; mais je me dis fréquemment que, si j'avais eu des instituteurs et des professeurs comme certains de ceux qui sévissent désormais dans l'enseignement primaire et secondaire, je ne serais

pas ici aujourd'hui. C'est pourquoi « les classiques sont résolument modernes ». En particulier les classiques grecs et latins.

En outre, la connaissance du latin constitue un apprentissage préparatoire, un exercice — telles les gammes du musicien — à l'usage du français et d'autres langues modernes qui en dérivent, ou qui furent influencées par lui, comme l'anglais si directement utilitaire et encensé par nos Pécuchets. Ainsi, prenons un exemple iconoclaste : les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique et la géométrie de base, que l'on acquiert dès l'école primaire, suffisent largement à la vie de tous les jours. L'algèbre et la trigonométrie sont donc en ce sens « inutiles » dans le « vécu » de l'élève. À ce titre, ils devraient donc être retranchés du programme de secondaire pour les élèves qui ne se destinent pas spécifiquement à la physique, à l'économie ou aux sciences appliquées. En revanche, à un locuteur francophone (mais aussi italoophone, hispanophone, lusophone, anglophone, etc.), le latin sert tous les jours. Ceux qui ignorent le latin et le grec n'imaginent pas combien l'usage du français est facilité par leur connaissance. S'il faut supprimer l'une des deux matières de l'enseignement secondaire, au nom du savoir utile, c'est donc, non le latin, mais les mathématiques qui devraient être éliminées, suppression qui, bien sûr, serait absurde et n'a jamais été envisagée.

Quand j'entends sur RadioCanada comment parlent nos hommes politiques, nos avocats, nos journalistes, nos médecins, et j'ajouterais - *horresco referens* !- nombre de professeurs, je me dis que des études classiques leur auraient été profitables, et que, plus largement, ce n'est pas en massacrant l'idiome de Molière qu'on le défendra contre le déferlement de l'anglais dans ce petit coin nord-est de l'Amérique.

Certes il est difficile de mesurer l'utilité de nos études. « Une civilisation fondée sur la croissance économique est friande de tests standardisés, et [elle est] peu propice (...) à des contenus qui ne sont pas aisément quantifiables » (M.C. Nussbaum). Et pourtant, comme le disait Einstein, « dans l'éducation, ce qui compte ne se compte pas, ce qui se compte ne compte pas ». Dans la période de pénurie que nous vivons, tel responsable facultaire de l'Université Laval s'interrogeait il y a peu sur l'« utilité sociale de certains de nos programmes ». Qui se prononcera sur l'utilité sociale de l'esprit critique dans la société québécoise ? Ainsi, beaucoup de firmes privées l'ont déjà compris qui préfèrent des gens à la culture élargie, mais aussi l'esprit critique et qui n'ont pas la déférence envers l'autorité. On a même suggéré que la présence de telles personnes au sein de conseils d'administration auraient peut-être pu éviter des catastrophes

comme, par exemple, celle d'Enron ou celle de l'Îlot voyageur de Montréal... Un peu moins d'administrateurs et un peu plus de profs, peut-être ?

Il faut rappeler en outre aux responsables politiques et culturels que l'enseignement n'a pas pour vocation d'assurer la croissance du P.I.B. « En plus d'offrir des expertises pour un ensemble de professions qui sont utiles à la société et au bien commun », « [l'Université] sert notamment à former des citoyens, à transmettre la culture » (Seymour). Rappelons aussi l'article 26 de la *déclaration universelle des droits de l'homme*.

Point 1. « (...) l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. »

Point 2. « L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...). »

Comme l'avaient compris les Grecs, elle a notamment pour but de développer un esprit critique, une pensée distincte de la pensée mythique.

Le mercantilisme, disais-je, gagne aussi les universités. Il importe de rappeler plusieurs choses essentielles : l'Université n'est pas une entreprise comme les autres, le savoir n'est pas une marchandise, les étudiants ne sont donc pas des clients. Sont-ce vraiment des « clients » ces étudiants à qui on demande de fournir un effort intense et prolongé pour obtenir la « marchandise » qu'ils auraient payée ? La relation pédagogique est une relation personnelle non marchande, d'où mon extrême réticence à l'égard des cours en ligne qui présupposent justement que le savoir serait une marchandise livrable par Amazon.com. Ainsi il faut absolument bannir les termes de « client » et « clientèle » pour parler des étudiants. Freud disait : «...si l'on cède sur les mots, on finit par céder sur les choses. Il ne faut pas intérioriser le vocabulaire d'en face ».

En corollaire, a-t-on songé à ce que représente l'existence dans les universités d'un « Vice-Recteur aux ressources humaines ». Qu'on se le dise : je ne suis pas une « ressource humaine » ! En réalité l'expression « ressources humaines » déshumanise l'humain, désormais considéré comme une simple variable, au même titre que les ressources informatiques, immobilières, financières, techniques, etc. Selon Kant, l'impératif catégorique moral impose que l'on tienne l'homme comme une *fin en soi* : « Aucun homme ne peut être considéré comme le moyen d'un

autre. C'est pourquoi il n'a pas de *prix* (...) mais une *valeur* ». Ainsi l'expression « ressources humaines » et son corollaire D.R.H., appellation tellement répandue dans le monde de l'entreprise, trahissent une conception strictement utilitaire de l'être humain qui est en contradiction avec les principes moraux kantiens, ce qui, par parenthèse, n'était pas le cas de l'ancienne expression désormais obsolète de « Chef du personnel », qui reconnaissait pourtant avoir affaire à des *personnes*. En outre, cette expression, « ressources humaines », comme celle d'ailleurs de « capital humain », utilisée par les économistes, rappelle le terme *Menschenmaterial* qui avait cours en Allemagne entre 1940 et 1945 sous un régime à l'humanisme douteux.

Il y a 75 ans, dans une maison de la rue Sainte-Famille dans le Vieux-Québec naissait l'*Ecole des Sciences sociales, politiques et économiques*. Cette création suscita chez Maurice Duplessis, alors sollicité pour aider à son financement, la réaction suivante : « De quoi se mêle[-t-on] ? L'organisation sociale et politique de la province, ça me regarde. Quant à la sociologie, ça ne peut nous conduire qu'au socialisme et au communisme... ». Est-ce là une réflexion d'un autre temps ? Voire. On pouvait lire ces propos dans le *Journal de Montréal* daté du 16 février dernier un article intitulé « Les parasites de l'ASSÉ » : « Les associations étudiantes affiliées à l'ASSÉ, que ce soit à l'Université de Montréal, à Laval, à l'UQAM, sont celles des étudiants en anthropologie, sociologie, sciences politiques, philosophie, histoire, (etc...) [on pourrait ajouter « en études anciennes »]. Pas un seul étudiant en médecine, pharmacie, sciences dentaires, droit, sciences et génie, administration... »; et l'auteur poursuit : « Un trimestre ou une année perdue à jouer aux anarchistes n'ont pas les mêmes conséquences pour un étudiant en anthropologie ou en philosophie, qu'en médecine, en droit ou en génie. Le premier a plus de chances de devenir, aux frais de la société, chauffeur de taxi, (...) ou serveur dans un bistrot branché du Plateau, qu'anthropologue pratiquant. » Naguère les ignares avaient la décence de ne pas parler de ce qu'ils méconnaissent; on observe désormais une arrogance débridée chez les adeptes de l'inculture. Les professeurs d'Études anciennes, en 2013, sont notamment payés pour nuire à une telle bêtise.

Bref nous sommes des fossiles, mais des fossiles bien vivants, qui ne forment pas des producteurs/consommateurs béats; à ce titre déjà nous sommes utiles socialement. Mais aussi nous revendiquons le privilège de cultiver le superflu, superflu qui, comme chacun le pressent,

mais comme personne ne veut l'admettre parmi les politiciens et les économistes, est absolument nécessaire à l'être humain. Sinon supprimons Mozart, supprimons Botticelli, supprimons Baudelaire, supprimons Sophocle et Thucydide, inutiles, comme chacun sait. Pour qui a surmonté la difficulté de leur apprentissage (mais tout apprentissage qui en vaut la peine est difficile), la première « utilité » des langues anciennes est d'offrir un peu plus de « suavité à vivre » (B. Poirot-Delpech), ce qui n'est déjà pas rien. Certains nous tiendront toujours pour les « pelleteux de nuages » - on ne peut rien y faire - mais ils oublient du même coup que l'eau et la vie nous viennent des nuées.